



RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

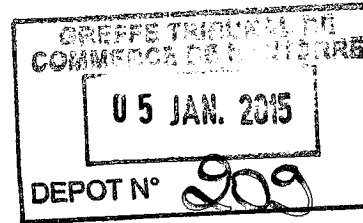
Numéro de gestion : 2004 B 05454

Numéro SIREN : 327 126 827

Nom ou dénomination : SOCIETE LYONNAISE DE SPORTS ET LOISIRS

Ce dépôt a été enregistré le 05/01/2015 sous le numéro de dépôt 209

SOCIETE LYONNAISE DE SPORTS ET LOISIRS
Société par actions simplifiée au capital de 40 000 euros
Siège Social : 23/27, rue du Professeur Victor Pauchet
92420 VAUCRESSON
327 126 827 RCS NANTERRE



**PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
EXTRAORDINAIRE TENUE LE 30 DECEMBRE 2014**

L'an deux mille quatorze,
Le mardi trente décembre à 9 heures,

Les associés de la société SOCIETE LYONNAISE DE SPORTS ET LOISIRS (S.L.S.L.), société par actions simplifiée au capital de 40 000 euros, divisé en 2 500 actions de 16 euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au siège social 23/27, rue du Professeur Victor Pauchet - 92420 VAUCRESSON, sur convocation du Président faite conformément aux stipulations des statuts, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour

- Lecture du rapport établi par le Président ;
- Lecture du rapport établi par le Commissaire aux apports sur la valeur des apports ;
- Approbation du projet de traité de fusion prévoyant l'absorption de la société PDF REPUBLIQUE par la SOCIETE LYONNAISE DE SPORTS ET LOISIRS ;
- Augmentation du capital social en vue de rémunérer les associés de la société absorbée ;
- Réduction du capital social en vue de l'annulation des titres auto-détenus ;
- Augmentation du capital social par incorporation d'une partie de la prime de fusion et élévation de la valeur nominale des actions ;
- Modification corrélative des articles 6 et 7 des statuts ;
- Questions diverses ;
- Délégations de pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

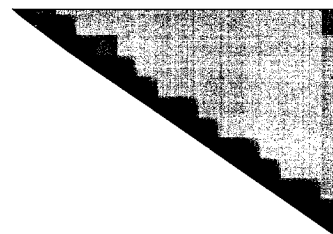
Sont présents :

- Monsieur Jean NICOLAS, propriétaire de 1 250 actions,
- La société DALIA SAS, représentée par son Président, Monsieur Patrick DALIA, propriétaire de 625 actions,
- La société VALESSORE, représentée par son Président, Monsieur Patrick DALIA, propriétaire de 625 actions,

seuls associés de la Société et représentant, en tant que tels, la totalité des actions composant le capital de la Société.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Jean NICOLAS, en sa qualité de Président.

Handwritten signatures and initials, including 'AD' and 'ND'.



La société FRANCE AUDIT EXPERTISE, commissaire aux comptes, dûment convoquée, est absente et excusée.

L'assemblée générale, réunissant la totalité des actions ayant le droit de vote, est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- les justificatifs des convocations régulières des associés et du commissaire aux comptes ;
- un exemplaire des statuts de la société ;
- un exemplaire du projet de statuts modifiés ;
- un exemplaire du projet de traité de fusion avec ses annexes ;
- les certificats de dépôt du projet de traité de fusion auprès du greffe du tribunal de commerce de Nanterre et du greffe du tribunal de commerce de Paris ;
- la copie des annonces faites au Bodacc le 27 novembre 2014 pour la société S.L.S.L. et le 30 novembre 2014 pour la société PDF REPUBLIQUE;
- le rapport du Commissaire aux apports sur la valeur des apports ;
- le rapport établi par le Président ;
- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que le texte des résolutions ainsi que tous les documents, informations et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires permettant aux associés de se prononcer en toute connaissance de cause sur les résolutions présentées à leur approbation, leurs ont été communiqués ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

Plus particulièrement, le rapport prévu à l'article L 225-147 dudit Code, sur renvoi de l'article L 227-1, sur la valeur des apports en nature et les avantages particuliers, a été tenu à la disposition des associés, au siège social, un mois au moins avant la date de la présente assemblée.

L'assemblée lui donne acte de ces déclarations.

Il est donné lecture du projet de traité de fusion et du rapport du Commissaire aux apports sur la valeur des apports.

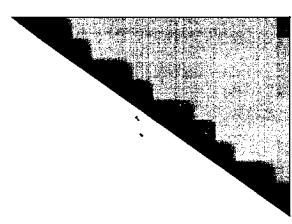
Cette lecture terminée, le Président déclare la discussion ouverte.

Diverses observations sont échangées puis personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée générale,

* après avoir entendu la lecture du rapport du Commissaire aux apports sur la valeur des apports, désigné, l'unanimité des associés de la société PDF REPUBLIQUE et des associés de la SOCIETE LYONNAISE DE SPORTS ET DE LOISIRS, par décisions en date du 17 octobre 2014 ;



* après avoir rappelé que les associés des deux sociétés susnommées, avaient, lors des mêmes assemblées générales, renoncées expressément et à l'unanimité, à nommer un Commissaire à la fusion ;

* après avoir pris connaissance du projet de traité de fusion, signé le 31 octobre 2014 avec la société PDF REPUBLIQUE, Société par Actions Simplifiée au capital de 30 000 euros, dont le siège social est fixé 5, avenue de la République – 75011 PARIS, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 518 772 876 RCS PARIS, aux termes duquel la société PDF REPUBLIQUE fait apport, à titre de fusion, à la SOCIETE LYONNAISE DE SPORTS ET DE LOISIRS, de la totalité de son patrimoine, actif et passif, accepte et approuve, dans toutes ses dispositions la convention visée, la fusion qu'elle prévoit et la rémunération de l'apport qui y est convenue, c'est-à-dire la prise en charge, par la SOCIETE LYONNAISE DE SPORTS ET DE LOISIRS, de l'intégralité du passif de la société PDF REPUBLIQUE ainsi que des frais entraînés par la dissolution de cette société ;

Décide d'approuver ledit traité de fusion avec effets comptable et fiscal rétroactifs au 1er janvier 2014 et effet juridique au 30 décembre 2014.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des associés.

DEUXIEME RESOLUTION

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée générale, décide de procéder à une augmentation de capital d'une somme de QUARANTE MILLE (40 000) euros, par création de 2 500 actions nouvelles de 16 euros de valeur nominale, entièrement libérées, attribuées aux associés de la société PDF REPUBLIQUE, en rémunération de leurs apports.

Lesdites actions seront réparties entre les associés de la société PDF REPUBLIQUE à raison de 10 actions de la SOCIETE LYONNAISE DE SPORTS ET DE LOISIRS pour 12 actions de la société PDF REPUBLIQUE.

Ces actions nouvelles seront assimilées aux actions anciennes.

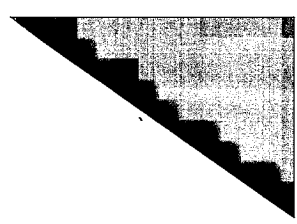
Le capital social passera ainsi, d'une somme de 40 000 euros à une somme de 80 000 euros.

La différence entre la valeur des apports effectué et l'augmentation de capital ci-dessus décidée, soit la somme de UN MILLION NEUF CENT TRENTE TROIS MILLE SEPT CENT CINQUANTE SIX (1 933 756) euros sera enregistrée dans le compte « prime de fusion ».

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des associés.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide de réduire le capital social d'une somme de VINGT MILLE (20 000) euros, par voie d'annulation des 1 250 actions de la SOCIETE LYONNAISE DE SPORTS ET DE LOISIRS, reçue par cette dernière en rémunération de son apport ; la SOCIETE LYONNAISE DE SPORTS ET DE LOISIRS ne pouvant s'auto-détenir.



La différence entre la valeur d'acquisition des titres PDF REPUBLIQUE par la SOCIETE LYONNAISE DE SPORTS ET DE LOISIRS et la réduction de capital est constitutive d'un « mali de fusion » qui sera comptabilisé dans l'actif immobilisé dans un sous-compte de « fonds de commerce », entièrement affecté au fonds sis avenue de la République.

Le capital social sera ainsi, ramené de la somme de QUATRE VINGT MILLE (80 000) euros à la somme de SOIXANTE MILLE (60 000) euros, divisé en 3 750 actions d'une valeur nominale de 16 euros.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des associés.

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide de procéder à une augmentation de capital d'une somme UN MILLION NEUF CENT VINGT SEPT MILLE CINQ CENTS (1 927 500) euros, prélevée sur le compte « prime de fusion », par élévation de la valeur nominale des parts, laquelle passera d'une somme de SEIZE (16) euros, à la somme de CINQ CENT TRENTE (530) euros.

Le capital social est ainsi porté d'une somme de SOIXANTE MILLE (60 000) euros à la somme de UN MILLION NEUF CENT QUATRE VINGT SEPT MILLE CINQ CENTS (1 987 500) euros.

Le capital social est divisé en 3 750 actions de 530 euros chacune.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des associés.

CINQUIÈME RÉOLUTION

L'assemblée générale, en conséquence des résolutions qui précèdent, décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts qui seront, désormais, rédigés comme suit :

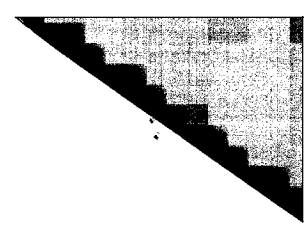
ARTICLE 6 - APPORTS

Il est ajouté l'alinéa suivant :

« Lors d'une assemblée générale extraordinaire réunie le 30 décembre 2014, le capital social a été augmentée d'une somme de 40 000 euros à l'effet de rémunérer les apports des associés de la société PDF REPUBLIQUE, société absorbée, par la SOCIETE LYONNAISE DE SPORTS ET LOISIRS.

Lors de cette même assemblée, le capital social a été réduit d'une somme de 20 000 euros, en annulation des titres auto-détenus par la SOCIETE LYONNAISE DE SPORTS ET LOISIRS.

Lors de cette même assemblée, le capital social a été augmenté d'une somme d'UN MILLION NEUF CENT VINGT SEPT MILLE CINQ CENTS (1 927 500) euros, prélevée sur le compte « prime de fusion », par élévation de la valeur nominale des parts, laquelle passera d'une somme de SEIZE (16) euros, à la somme de CINQ CENT TRENTE (530) euros ».



Total des apports effectués

1 987 500 euros

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

« Le capital social est fixé à la somme de UN MILLION NEUF CENT QUATRE VINGT SEPT MILLE CINQ CENTS (1 987 500) euros.

Il est divisé en TROIS MILLE SEPT CENT CINQUANTE (3 750) actions de 530 euros chacune, de même catégorie, intégralement souscrites et libérées.

Il est réparti, entre les associés de la façon suivante :

-	Monsieur Jean NICOLAS	1 875 actions
-	La société DALIA SAS	1 042 actions
-	La société VALESSORE	625 actions
-	Monsieur Hugo DALIA	104 actions
-	Monsieur Alexandre DALIA	104 actions

Total égal au nombre d'actions composant le capital social

3 750 actions.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des associés.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs à Monsieur Alexandre DALIA, à l'effet de poursuivre la réalisation définitive des opérations d'apport et de fusion par lui-même ou par un mandataire par lui désigné, et en conséquence :

- de réitérer, si besoin est et sous toutes formes, les apports effectués à la société absorbante, établir tous actes confirmatifs, complémentaires ou rectificatifs qui pourraient être nécessaires, accomplir toutes formalités utiles pour faciliter la transmission du patrimoine de la société PDF REPUBLIQUE à la SOCIETE LYONNAISE DE SPORTS ET DE LOISIRS ;

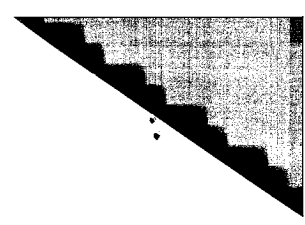
- de remplir toutes formalités, faire toutes déclarations auprès des administrations concernées, ainsi que toutes significations et notifications à quiconque et en particulier, requérir la radiation de la Société au Registre du commerce et des sociétés ; en cas de difficulté, engager ou suivre toutes instances ;

- aux effets ci-dessus, signer toutes pièces, tous actes et documents, élire domicile, substituer et déléguer dans la limite des présents pouvoirs, et faire tout ce qui sera nécessaire.

Et de façon plus générale, à l'effet d'effectuer tous dépôts, formalités et publications dont besoin sera.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des associés.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.



De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président et tous les associés.

Associé

S.A.S.L
Jean NICOLAS

Associé

Jean NICOLAS

Associé

DALIA SAS
Patrick DALIA

Associé

Hugo DALIA

Associé

Alexandre DALIA

Le président

Jean NICOLAS

Enregistré à : SIE D'ISSY-LES-MOULINEAUX

Le 30/12/2014 Bordereau n°2014/1 846 Case n°25

Ext 14320

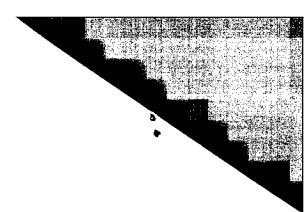
Enregistrement : 500 € Pénalités :

Total liquidé : cinq cents euros

Montant reçu : cinq cents euros

L'Agente administrative des finances publiques

Valérie FARESCOUR
Agent des Finances Publiques



**DECLARATION DE REGULARITE
ET DE CONFORMITE
(Article L 236-6, al. 3 du Code de commerce)**

Les soussignés :

- Monsieur Alexandre DALIA,
agissant en qualité de Directeur Général de la société PDF REPUBLIQUE, Société par Actions Simplifiée au capital de 30 000 euros dont le siège est fixé 5, avenue de la République – 75011 PARIS, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 518 772 876 RCS PARIS, dûment habilité à l'effet de signer la présente déclaration en vertu des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la Société en date du 30 décembre 2014,

Et

- Monsieur Jean NICOLAS,
agissant en qualité de Président de la SOCIETE LYONNAISE DE SPORTS ET LOISIRS, Société par Actions Simplifiée au capital de 40 000 euros, dont le siège est fixé 23/27, rue du Professeur Victor Pauchet – 92420 VAUCRESSON, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 327 126 827 RCS NANTERRE, dûment habilité à l'effet de signer la présente déclaration en vertu des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associé de la société en date du 30 décembre 2014,

Font les déclarations prévues par les articles L. 236-6 et R 236-4 du Code de commerce, à l'appui des demandes d'inscription modificative au registre du commerce et des sociétés, déposée au greffe du Tribunal de commerce de PARIS et au greffe du Tribunal de commerce de NANTERRE, qui seront précédées de l'exposé ci-après :

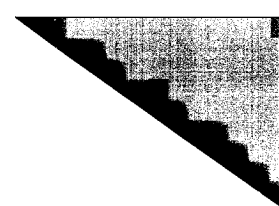
EXPOSE

1° L'Assemblée générale extraordinaire des associés de la SOCIETE LYONNAISE DE SPORTS ET LOISIRS a, en date du 31 octobre 2014, arrêté le projet de traité de fusion des sociétés SOCIETE LYONNAISE DE SPORTS ET LOISIRS et PDF REPUBLIQUE, et donné à son Président les pouvoirs nécessaires à la réalisation des formalités requises.

L'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la société PDF REPUBLIQUE, réunie le 31 octobre 2014, a arrêté le projet de traité de fusion des sociétés SOCIETE LYONNAISE DE SPORTS ET LOISIRS et PDF REPUBLIQUE et donné à son Président et/ou Directeur Général les pouvoirs nécessaires à la réalisation des formalités requises.

Le projet de traité de fusion des deux sociétés SOCIETE LYONNAISE DE SPORTS ET LOISIRS et PDF REPUBLIQUE, signé par leur dirigeant respectif, suivant acte sous seing privé en date du 31 octobre 2014, contenait toutes les indications prévues par l'article R. 236-1 du Code de commerce, notamment les motifs, buts et conditions de la fusion, la désignation





et l'évaluation de l'actif et du passif de la société PDF REPUBLIQUE, le rapport d'échange des droits sociaux.

2° Par décision unanime des associés de la SOCIETE LYONNAISE DE SPORTS ET LOISIRS prise le 17 octobre 2014 et par décision unanime des associés de la société PDF REPUBLIQUE prise le 17 octobre 2014 les associés des deux sociétés ont décidé :

- de ne pas recourir à la désignation d'un commissaire à la fusion en application de l'article L 226-10 I et II du Code de commerce ;
- de nommer en vertu des dispositions de l'article L 236-10 III du Code de Commerce, Monsieur Thierry SAINT-BONNET, Commissaire aux Comptes, Expert judiciaire, domicilié 141/145 rue Raymond Losserand – 75014, en qualité de Commissaire aux apports, chargé d'établir le rapport prévu à l'article L 225-147 dudit Code, sur renvoi de l'article L 227-1, sur la valeur des apports en nature et les avantages particuliers.

3° Deux exemplaires du projet de fusion ont été déposés, l'un auprès du Greffe du Tribunal de Commerce de PARIS le 10 novembre 2014 pour la société PDF REPUBLIQUE, l'autre le 7 novembre 2014 auprès du greffe du tribunal de commerce de NANTERRE pour la société SOCIETE LYONNAISE DE SPORTS ET LOISIRS.

4° L'avis à insérer au Bodacc prévu par l'article R. 236-2, al. 1 Code de commerce a été publié le 27 novembre 2014 pour la SOCIETE LYONNAISE DE SPORTS ET LOISIRS et le 30 novembre 2014 pour la société PDF REPUBLIQUE.

Aucune opposition émanant des créanciers sociaux n'a été formée dans le délai de trente jours prévu à l'article R. 236-8 du Code de commerce.

5° Chaque Société a mis à la disposition de ses associés le projet de fusion et les rapports de leur dirigeant, dans les conditions prévues par la Loi.

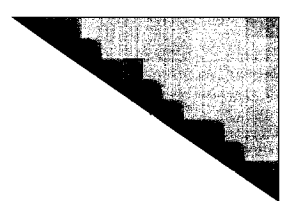
Le rapport du Commissaire aux apports sur la valeur des apports en nature et les avantages particuliers établi conformément aux dispositions de l'article L 225-147 du Code de commerce a été mis à la disposition des associés au siège social de chacune des deux sociétés, trente jours au moins, avant la date des Assemblées Générales Extraordinaires.

6° L'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la PDF REPUBLIQUE, réunie le 30 décembre 2014, a approuvé le traité de fusion avec la SOCIETE LYONNAISE DE SPORTS ET LOISIRS, a décidé que la société serait dissoute au jour de la réalisation de la fusion décidée par la SOCIETE LYONNAISE DE SPORTS ET LOISIRS et de l'augmentation de capital corrélative de cette dernière.

7° L'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la SOCIETE LYONNAISE DE SPORTS ET LOISIRS, réunie le 30 décembre 2014, postérieurement à l'Assemblée Générale de la société PDF REPUBLIQUE, a :

- approuvé le traité de fusion,

- décidé, en conséquence, d'augmenter le capital social d'une somme de 40 000 euros pour le porter à la somme de 80 000 euros, puis de le réduire d'un montant de 20 000 euros correspondant à la valeur des titres auto-détenus par la SOCIETE LYONNAISE DE SPORTS ET LOISIRS résultant de sa détention, avant fusion, de titres PDF REPUBLIQUE, de telle



sorte que le capital social de la SOCIETE LYONNAISE DE SPORTS ET LOISIRS, à l'issue de ces opérations d'augmentation/réduction de capital, ressort à la somme de 60 000 euros,

- augmenté le capital social une seconde fois d'une somme de 1 927 500 euros, prélevée sur le compte « Prime de fusion » et élévation de la valeur nominale des actions, afin de le porter à la somme de 1 987 500 euros, réparti en 3 750 actions de 530 euros de valeur nominale.

- modifié corrélativement les articles 6 et 7 des statuts,

- constaté la réalisation définitive de la fusion ainsi que la dissolution de la société PDF REPUBLIQUE.

8° L'avis prévu à l'article R 210-9 du Code de commerce pour la réalisation de la fusion et l'augmentation de capital de la SOCIETE LYONNAISE DE SPORTS ET LOISIRS et l'avis prévu par l'article R. 237-2 du Code de commerce pour la dissolution de la société PDF REPUBLIQUE ont été publiés dans le journal d'annonces légales "Les Petites Affiches" en date du 30 décembre 2014.

Cet exposé étant fait, il est passé à la déclaration ci-après:

DECLARATION

Les soussignés, ès-qualités, déclarent sous leur responsabilité et les peines édictées par la loi que les opérations de la fusion et de l'augmentation de capital relatées ci-dessus, ainsi que les modifications corrélatives des statuts ont été décidées et réalisées en conformité de la loi et des règlements.

Seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de PARIS et NANTERRE, avec un exemplaire de la présente déclaration :

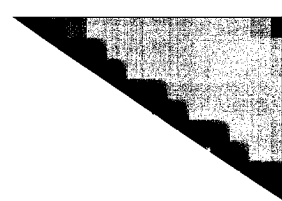
- un exemplaire du procès-verbal des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société PDF REPUBLIQUE en date du 30 décembre 2014 dûment enregistré,

- un exemplaire du procès-verbal des décisions de l'associée unique de la société SOCIETE LYONNAISE DE SPORTS ET LOISIRS en date du 30 décembre 2014, dûment enregistré,

- d'une copie certifiée conforme par le Président des statuts de la société SOCIETE LYONNAISE DE SPORTS ET LOISIRS, mis à jour.

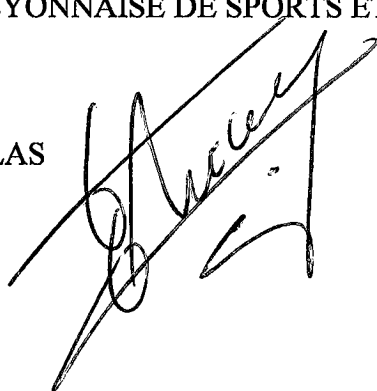
La présente déclaration est établie conformément aux dispositions de l'article L. 236-6 du Code de commerce afin de parvenir à la modification des termes de l'inscription au Registre du commerce et des sociétés de la SOCIETE LYONNAISE DE SPORTS ET LOISIRS et à la radiation de la société PDF REPUBLIQUE du Registre du commerce et des sociétés.

Fait à PARIS
Le 30 décembre 2014
En cinq exemplaires.



SOCIETE LYONNAISE DE SPORTS ET LOISIRS

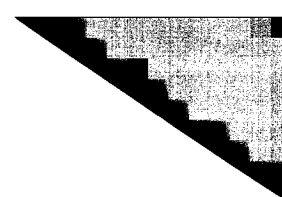
Jean NICOLAS

A stylized, handwritten signature in black ink, appearing to read 'Jean Nicolas', written over a diagonal line.

PDF REPUBLIQUE

Alexandre DALIA

A stylized, handwritten signature in black ink, appearing to read 'Alexandre Dalia', written over a diagonal line.



THIERRY SAINT-BONNET

LICENCIÉ EN DROIT - IDA
DEA DE FINANCES PUBLIQUES ET FISCALITÉ
EXPERT-COMPTABLE DIPLOMÉ PAR L'ÉTAT
COMMISSAIRE AUX COMPTES
EXPERT PRÈS LA COUR D'APPEL DE PARIS
ET LES COURS ADMINISTRATIVES D'APPEL
DE PARIS ET DE VERSAILLES

145, RUE RAYMOND LOSSERAND, 75014 PARIS

TÉL. : 09 52 74 66 24

FAX : 09 55 27 60 31

MOBILE : 06 09 93 74 14

SOCIETE LYONNAISE DE SPORTS ET LOISIRS (S.L.S.L.)

**Société par actions simplifiée
au capital de 40 000 euros**

**23/27, rue du Professeur Victor Pauchet
92420 VAUCRESSON**

327 126 827 RCS NANTERRE

**FUSION PAR ABSORPTION DE LA SOCIETE PDF REPUBLIQUE
PAR LA SOCIETE S.L.S.L.**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS
SUR LA VALEUR DES APPORTS**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS
SUR LA VALEUR DES APPORTS DEVANT ETRE EFFECTUES PAR
LA SOCIETE PED REPUBLIQUE
A LA SOCIETE S.L.S.L.**

Messieurs,

En exécution de la mission qui m'a été confiée par décision unanime des associés des sociétés PDF REPUBLIQUE et SOCIETE LYONNAISE DE SPORTS ET LOISIRS (ci-après S.L.S.L.), en date du 17 octobre 2014, concernant la fusion par absorption de la société PDF REPUBLIQUE par la société S.L.S.L., j'ai établi le présent rapport sur la valeur des apports prévu par l'article L. 236-10 du Code de commerce.

L'actif net apporté a été arrêté dans le projet de traité de fusion signé par les représentants des sociétés concernées en date du 31 octobre 2014. Il m'appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée et d'apprécier, le cas échéant, les avantages particuliers stipulés.

A cet effet, j'ai effectué mes diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicable à cette mission. Cette doctrine professionnelle requiert la mise en œuvre de diligences destinées, d'une part, à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond à la valeur nominale des actions à émettre par la société bénéficiaire des apports, augmentée de la prime d'émission, et d'autre part, à apprécier les éventuels avantages particuliers.

Ma mission prenant fin avec le dépôt du rapport, il ne m'appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

A aucun moment, au cours de ma mission, je ne me suis trouvé dans l'un des cas d'incompatibilité, d'interdiction ou de déchéance prévus par la loi.

Mes constatations et conclusion sont présentées ci-après selon le plan suivant :

- Présentation de l'opération et description de l'apport partiel d'actif,
- Diligences et appréciation de la valeur des apports,
- Conclusion.

1 - PRÉSENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DE LA FUSION

1.1 – Contexte de l'opération

La société S.L.S.L. détient 50 % du capital de la société PDF REPUBLIQUE, le solde étant détenu par les actionnaires de la société S.L.S.L.

Les deux sociétés ont pour activité l'exploitation de centres de fitness sur Paris et la région parisienne.

La fusion a pour objectif de rationaliser et regrouper sous une même entité la gestion, la direction, l'animation des équipes, la politique commerciale, l'utilisation de la marque « Montana Fitness » et la puissance d'achat auprès des fournisseurs.

1.2 – Présentation des parties et intérêts en présence

1.21 – Présentation de la société PDF REPUBLIQUE, société absorbée

La société PDF REPUBLIQUE est une société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 518 772 876 RCS PARIS, dont le siège social est situé 5 avenue de la République– 75011 PARIS, représentée par son Directeur Général, Monsieur Alexandre DALIA.

La société PDF REPUBLIQUE exerce une activité d'exploitation de centres de fitness, de remise en forme et de bien-être corporels mettant à la disposition de ses usagers, tous moyens techniques matériels de détente, culture physique, tels que gymnastique, solarium, piscine.

Le capital social de la société PDF REPUBLIQUE s'élève à 30 000 euros, divisé en 3.000 actions de 10 euros chacune, toutes de même catégorie et intégralement libérées détenues par :

- la société S.L.S.L., à hauteur de	1 500 actions
- la société DALIA SAS, à hauteur de	500 actions
- Monsieur Jean NICOLAS, à hauteur de	750 actions
- Monsieur Alexandre DALIA, à hauteur de	125 actions
- Monsieur Hugo DALIA, à hauteur de	125 actions

Elle n'a pas émis de valeurs mobilières ou droits (obligations, certificats d'investissement, valeurs mobilières composées, bons et options, etc.) donnant accès ou non à son capital.

Elle n'a jamais fait appel public à l'épargne.

La société PDF REPUBLIQUE est assujettie à l'impôt sur les bénéfices.

Son dernier exercice social ayant commencé le 1^{er} janvier 2014, il se terminera le 31 décembre 2014.

1.22 – Présentation de la société S.L.S.L., société absorbante

La société bénéficiaire des apports est la société SLSL, société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 327 126 827 RCS NANTERRE, dont le siège social est situé 23/27 rue du Professeur Victor Pauchet – 92240 VAUCRESSON, représentée par son Président, Monsieur Jean NICOLAS.

La société S.L.S.L. a pour objet social :

- La création, mise à disposition de toute personne physique ou morale, de locaux entièrement aménagés et équipés, de tout matériel ayant trait à une activité sportive ;
- Marchands de biens.

Elle exploite deux centres de fitness sis :

- 93/95, avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS
- 11, rue Forest – 75018 PARIS.

Il est envisagé d'ouvrir un nouveau centre sis 2, avenue d'Italie et 18 -20, place d'Italie –75013 PARIS.

Le capital social de la société S.L.S.L. s'élève actuellement à la somme de 40 000 euros. Il est réparti en 2 500 actions de 16 euros de valeur nominale, chacune, intégralement libérées, détenues par :

- | | |
|---------------------------------------|---------------|
| - la société DALIA SAS, à hauteur de | 875 actions |
| - la société VALESSORE à, hauteur de | 625 actions |
| - Monsieur Jean NICOLAS, à hauteur de | 1 250 actions |

Elle n'a pas émis de valeurs mobilières ou droits (obligations, certificats d'investissement, valeurs mobilières composées, bons et options, etc.) donnant accès ou non à son capital.

Elle n'a jamais fait appel public à l'épargne.

La société S.L.S.L. est assujettie à l'impôt sur les bénéfices.

Son dernier exercice social ayant commencé le 1^{er} novembre 2013, il devait se terminer le 31 octobre 2014. Toutefois, l'assemblée générale extraordinaire tenue le 17 octobre 2014 a reporté cette date au 31 décembre 2014.

1.23 – Liens entre les deux sociétés

1.231 - Liens en capital

La société absorbante S.L.S.L. détient 50% de la société absorbée PDF REPUBLIQUE.

1.232 - Dirigeants communs aux deux sociétés

Il n'y a pas de dirigeants ou mandataires communs aux deux sociétés.

1.3 – Caractéristiques de l'opération

1.31 – Date d'effet, rétroactivité

La société S.L.S.L. sera propriétaire des biens apportés à compter du jour de la réalisation définitive de la fusion. Elle en aura la jouissance à compter, rétroactivement du 1er janvier 2014.

Il est expressément stipulé que les opérations, tant actives que passives, engagées par la société PDF REPUBLIQUE, depuis le 1er janvier 2014 jusqu'au jour de la réalisation de la fusion, sont considérées comme l'ayant été par la société S.L.S.L.

1.32 – Comptes servant de base à l'apport – particularités de l'opération

Les termes et conditions du présent projet de traité de fusion ont été établis par les deux sociétés soussignées, sur la base de leurs comptes :

- arrêtés au 31 octobre 2013, pour la société S.L.S.L., (date de clôture de l'exercice de son dernier exercice social),
- arrêtés au 31 décembre 2013, pour la société PDF REPUBLIQUE, (date de clôture de son dernier exercice social).

1.33 – Conditions suspensives

La présente fusion sera soumise aux conditions suspensives suivantes :

- Approbation de la fusion par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société S.L.S.L., de l'augmentation/réduction de capital, conséquence de la fusion ;
- Approbation par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société PDF REPUBLIQUE du présent projet de fusion.
- Autorisation express du bailleur des locaux sis 5, avenue de la République à 75011 PARIS, de procéder à l'apport.

A défaut de réalisation des conditions suspensives visées ci-dessus le 31 décembre 2014 au plus tard, le projet de fusion sera considéré comme caduc, sans indemnité de part et d'autre.

1.34 – Régime juridique

L'opération est soumise au régime de droit commun des fusions prévu par les dispositions des articles L. 236-1 et suivants et R.236-1 et suivants du Code de commerce.

1.35 – Régime fiscal

1.351 – Dispositions générales en matière d'impôt sur les sociétés

Les parties déclarent conjointement placer l'opération sous le régime de faveur des fusions prévu aux articles 210-A du Code Général des Impôts.

L'opération prend effet le 1^{er} janvier 2014. En conséquence, les résultats, bénéficiaires ou déficitaires, produits depuis cette date par l'exploitation de la société PDF REPUBLIQUE seront englobés dans les résultats imposables de la société S.L.S.L.

1.352 – En matière de Taxe sur la Valeur Ajoutée

Les soussignés constatent que l'opération de fusion emportera la transmission, sous forme d'apport à une société d'une universalité totale de biens au sens de l'article 257 bis du Code général des impôts issu de l'article 89 de la loi de finances rectificative pour 2005 du 30 décembre 2005, ainsi que de l'instruction 3 A-6-06 du 20 mars 2006. En conséquence, seront dispensés de TVA les apports de marchandises, de biens mobiliers corporels et incorporels d'investissement, d'immeubles et de terrains à bâtir.

Conformément à l'article 257 bis précité, la société absorbante continuera la personne de la société absorbée et devra, le cas échéant, opérer les régularisations du droit à déduction et les taxations de cessions ou de livraisons à soi-même qui deviendraient exigibles postérieurement à la fusion et qui auraient en principe incombé à la société absorbée si elle avait continué à exploiter.

1.353 – En matière de droits d'enregistrement

La fusion, intervenant entre deux personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés, bénéficiera, de plein droit, des dispositions de l'article 816 et 817 A du Code général des impôts. La formalité sera soumise au droit fixe prévu par la loi.

1.4 – Présentation des apports

1.41 – Méthode d'évaluation retenue

L'évaluation des apports obéit aux normes fixées par le règlement CRC n°2004-01 du 4 mai 2004 et l'avis CNC n°2005-C du 4 mai 2005 dont les incidences fiscales ont été commentées par l'instruction du 30 décembre 2005, BOI 4 I-1-05 (FR 1-06, inf.1, p.3).

L'opération de fusion s'effectuant entre deux entités sous contrôle commun, la valeur comptable sera retenue pour transcrire les apports.

1.42 – Description des apports

L'actif apporté et le passif pris en charge consistent en l'ensemble des droits, biens et obligations de la société absorbée tels qu'ils existeront au jour de réalisation définitive de la fusion.

Du fait de la période de rétroactivité, par référence aux comptes annuels de la société PDF REPUBLIQUE pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, l'énonciation des éléments constitutifs de l'actif net apporté peut être résumée comme suit (en euros) :

ACTIFS APPORTES :

- Tous les éléments du fonds de commerce de La défense :

Actif immobilisé	469 795 €	
Actif circulant	367 157 €	
		836 952 €

- Tous les éléments du fonds de commerce d'Issy les Moulineaux :

Actif immobilisé	2 656 692 €	
Actif circulant	133 681 €	
		2 790 373 €

- Tous les éléments du fonds de commerce de République

Droit au bail	460 000 €	
Agencements, installations	1 622 052 €	
Amortissements	- 173 641 €	
		1 448 411 €

Matériel de fitness	129 253 €	
Amortissements	- 36 602 €	92 651 €
Autres immobilisations corporelles	660 472 €	
Amortissements	- 202 894 €	457 578 €
Constructions en cours		80 235 €
Total des actifs immobilisés		2 538 875 €
- Dépôts et cautionnements		64 746 €
- Actifs circulants		769 478 €
TOTAL DES ACTIFS APPORTES (A)		7 000 424 €
<u>PASSIFS APPORTES</u>		
- Provision pour risques et charges		1 218 106 €
- Emprunts	1 763 826 €	
- Emprunts et dettes financières	1 000 000 €	
- Fournisseurs	473 776 €	
- Dettes sociales et fiscales	523 067 €	
- Fournisseurs d'immobilisations et divers	47 894 €	
Total des dettes		3 808 563 €
TOTAL DES PASSIFS APPORTES (B)		5 026 669 €
SOIT UN APPORT NET (A- B) DE		1 973 755 €

Etant observé que durant la période intercalaire, les deux branches autonome d'activité correspondant à l'exploitation des fonds de commerce de la Défense et Issy les Moulineaux ont fait l'objet d'un apport partiel d'actif pour leur valeur comptable et que les titres reçus en rémunération ont été cédés.

1.5 – Rémunération des apports

En contrepartie de l'actif net apporté par la société PDF REPUBLIQUE, il sera attribué par la société S.L.S.L. 2 500 actions nouvelles de 16 euros, entièrement libérées, créées à titre d'augmentation du capital de la société S.L.S.L. à attribuer aux actionnaires de la société PDF REPUBLIQUE au prorata de leur pourcentage de détention dans le capital de la société absorbée :

- la société S.L.S.L.	1 250 actions
- la société DALIA SAS	417 actions
- Monsieur Jean NICOLAS	625 actions
- Monsieur Alexandre DALIA	104 actions
- Monsieur Hugo DALIA	104 actions
TOTAL	2 500 actions

Les actions nouvelles seront entièrement assimilées aux titres déjà existants, jouiront des mêmes droits et supporteront les mêmes charges, notamment toute retenue d'impôts, en sorte que tous les titres de même nature, sans distinction, donneront droit au paiement de la même somme nette lors de toute répartition ou de tout remboursement effectué pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation.

A l'issue de cette augmentation de capital d'un montant de 2 500 actions de 16 euros, soit la somme de 40 000 euros, le capital social de la société S.L.S.L. s'élèvera à la somme de 80 000 euros, divisé en 5 000 actions valeur nominale de 16 euros.

La différence entre le montant de l'actif net apporté et la valeur nominale des titres émis en contrepartie constituera la prime de fusion d'un montant de 1 933 755 euros.

1.6 – Neutralisation des titres de la société absorbée détenus par la société S.L.S.L.

La société S.L.S.L. détient, avant la fusion, 1 500 actions sur les 3 000 actions composant le capital de la société PDF REPUBLIQUE.

A l'issue de la réalisation de l'opération de fusion, la société S.L.S.L. recevra, à titre d'apport fusion, 1 250 de ses propres titres qui devront être annulés. La société absorbante procédera donc à une réduction de capital de 1 500 actions de 16 euros, soit 20 000 euros.

La différence entre la valeur des titres de la société PDF REPUBLIQUE inscrits à l'actif de la société S.L.S.L. pour un montant de 4 808 000 euros et le montant de la réduction de capital de 20 000 euros constituera un mali de fusion.

Conformément aux règles comptables en vigueur, le mali technique de 4 788 000 euros sera réparti au prorata des plus-values dégagées sur les différents postes composant le fonds commercial figurant au compte « Immobilisations incorporelles », à l'actif du bilan de la société S.L.S.L.

Les deux fonds de commerce, La Défense et Issy les Moulineaux, ayant fait l'objet d'un apport partiel d'actif en valeur nette comptable pendant la période intercalaire (octobre 2014), le mali technique sera affecté exclusivement au fonds de commerce sis 5, avenue de la République.

1.7 – Avantages particuliers stipulés

Il n'est pas stipulé d'avantages particuliers dans le projet de traité de fusion, ni dans les statuts de la société absorbante.

2 – DILIGENCES EFFECTUEES ET APPRECIATION DE LA VALEUR DES APPORTS

2.1 – Diligences mises en œuvre par le Commissaire aux apports

Conformément à la mission qui m'a été confiée et en application de l'article L. 236-10 sur renvoi des articles L.236-22 et L.236-16 et de l'article L.225-147 sur renvoi de l'article L.227-1 du Code de commerce, j'ai effectué les diligences que j'ai estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission pour :

- ✓ vérifier le respect de la réglementation comptable en vigueur en matière de valorisation des apports et notamment du règlement n° 2004-01 du 4 mai 2004 du Comité de la Réglementation Comptable,
- ✓ vérifier le contrôle physique et juridique et la réalité des apports,
- ✓ contrôler l'exhaustivité des actifs et passifs transmis à la société absorbante,
- ✓ analyser les valeurs proposées dans le projet de traité de fusion et la valeur individuelle des apports,
- ✓ apprécier la valeur globale des apports,
- ✓ m'assurer, jusqu'à la date du présent rapport, de l'absence de faits ou d'événements susceptibles de remettre en cause la valeur de l'apport.

Je me suis fait communiquer tous les documents, actes et conventions me permettant d'apprécier la réalité, la consistance et la valeur globale de l'apport.

Ces diligences ont été effectuées dans le cadre d'une intervention particulière ayant pour objet, l'appréciation d'une valeur de référence à des critères identifiés et au regard d'objectifs définis. Elle ne constitue, en conséquence, ni une mission d'audit, ni une mission d'examen limité.

La mission prévue par la loi n'a donc pas pour objectif, ni de me permettre de formuler une opinion sur les comptes, ni de procéder à des opérations spécifiques concernant le droit des sociétés.

Elle ne saurait être assimilée à une mission de « due diligence » effectuée par un prêteur ou un acquéreur et ne comporte pas tous les travaux nécessaires à ce type d'intervention. Elle ne consiste pas non plus en une mission d'évaluation.

Ces diligences m'ont notamment conduit à :

- ✓ prendre connaissance du projet de traité de fusion et de ses annexes, ainsi que de la méthode d'évaluation retenue par les parties,
- ✓ m'entretenir avec les conseils des dirigeants des sociétés concernées et obtenir toutes informations nécessaires sur l'opération projetée,
- ✓ analyser les résultats et les comptes annuels des deux derniers exercices de la société PDF REPUBLIQUE et vérifier qu'ils étaient certifiés sans réserve par les commissaires aux comptes ;
- ✓ examiner les dossiers juridiques des deux derniers exercices de la société PDF REPUBLIQUE,
- ✓ vérifier le respect de la réglementation comptable en vigueur en matière de valorisation des apports et notamment du règlement CRC n°2004-01,
- ✓ analyser la consistance et la valeur des actifs corporels et incorporels détenus par la société PDF REPUBLIQUE,

- ✓ contrôler les valeurs individuelles des apports et nous assurer de la propriété par la société PDF REPUBLIQUE des actifs transmis et de l'absence d'inscription de privilèges portant sur ces actifs,
- ✓ m'assurer que la valeur réelle de la société PDF REPUBLIQUE retenue dans le cadre du calcul de la rémunération des apports permettait de conforter la valeur globale des apports,
- ✓ rechercher et analyser les éléments de risque qui pourraient affecter l'évaluation des apports,
- ✓ vérifier, jusqu'à la date de mon rapport, l'absence de faits ou d'événements susceptibles de remettre en cause la valeur de ces apports. Dans ce cadre, j'ai notamment pris connaissance de la situation comptable intermédiaire de la société PDF REPUBLIQUE au 31 octobre 2014,
- ✓ obtenir une lettre d'affirmation du représentant de la société absorbée.

2.2 – Appréciation de la méthode de valorisation des apports et de sa conformité à la réglementation comptable

La méthodologie est conforme à la réglementation comptable en vigueur en matière de valorisation des apports et notamment au règlement n° 2004-01 du 4 mai 2004 du Comité de la Réglementation Comptable.

En effet, conformément au règlement n°2004-01, les apports de la société PDF REPUBLIQUE ont été valorisés à leur valeur comptable, dans la mesure où les sociétés sont sous contrôle commun du fait de la détention du capital de l'absorbée à 50% par la société absorbante et à 50% par des actionnaires communs.

2.3 – Réalité de l'apport

J'ai contrôlé que les actifs étaient libres de tout nantissement et que l'apporteuse en avait une libre propriété et je me suis fait confirmer l'absence de toute restriction de propriété par lettre d'affirmation.

Je me suis également fait confirmer la libre disponibilité des contrats apportés.

2.4 Valeur individuelle des apports

Les actifs et passifs apportés par la société PDF REPUBLIQUE à la valeur nette comptable sont issus des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Afin de m'assurer de la correcte valorisation des apports pris individuellement, j'ai pris connaissance du rapport des commissaires aux comptes en date du 30 mai 2014 sur ces comptes annuels.

L'actif apporté par la société absorbée est composé des éléments des comptes annuels au 31 décembre 2013 :

- des éléments du fonds de commerce de la salle de fitness de La Défense pour 836 952 €,
- des éléments du fonds de commerce de la salle de fitness d'Issy les Moulineaux pour 2 790 373 €,
- des éléments du fonds de commerce de la salle de fitness Avenue de la République pour 2 538 875 €,
- des dépôts et cautionnements pour 64 746 €,
- et des actifs circulants (clients, créances fiscales et sociales, disponibilités) pour 769 478 €.

Les passifs transférés concernent essentiellement :

- des emprunts liés au financement des salles de fitness pour 1 763 826 euros,
- des comptes courants bloqués en garantie des emprunts bancaires pour 1 000 000 euros,
- d'autres dettes (fournisseurs, sociales et fiscales) pour 1 044 738 euros,
- ainsi qu'une provision pour litiges de 1 218 106 euros relative au litige qui s'est dénoué sur 2014.

J'ai procédé à un examen critique des opérations portant sur la période intercalaire, et en particulier la revue de transactions réalisées en juin et octobre 2014, à savoir l'apport partiel d'actif relatif aux fonds de commerce de La Défense et Issy les Moulineaux et le dénouement du litige avec l'ancien associé.

Les contrôles et les diligences mis en œuvre ne m'ont pas conduit à identifier d'élément susceptible de remettre en cause la valeur individuelle des apports.

2.5 Appréciation de la valeur globale de l'apport

J'ai également procédé à une analyse de la valeur globale des apports considérés dans leur ensemble.

La valeur réelle de la société PDF REPUBLIQUE, telle que définie dans le cadre de la détermination du rapport d'échange, permet de conforter la valeur globale des apports.

Je me suis assuré qu'il n'existait pas d'événements postérieurs à la date de rétroactivité de l'apport, susceptibles de minorer la valeur de l'actif net apporté. En effet, les titres reçus en rémunération de l'apport partiel d'actif intervenu pendant la période intercalaire ont été cédés pour leur valeur comptable.

A l'issue de mes travaux, je n'ai pas d'observation à formuler sur la valeur globale des apports réalisés par la société PDF REPUBLIQUE pris dans leur ensemble.

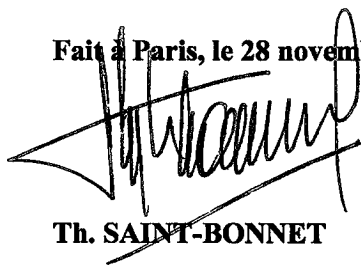
3 – CONCLUSION

Sur la base de mes travaux, et à la date du présent rapport, je suis d'avis que la valeur des apports retenue s'élevant à 1 973 755 euros n'est pas surévaluée et, en conséquence, que l'actif net apporté est au moins égal au montant de l'augmentation de capital de 40 000 euros de la société S.L.S.L., majoré de la prime d'émission d'un montant de 1 933 755 euros.

En outre, la société S.L.S.L. devra annuler les titres de la société absorbée PDF REPUBLIQUE qu'elle détient et procédera, par conséquent, à une réduction de capital d'un montant de 20 000 euros. La différence entre la valeur des titres de 4 808 000 euros et le montant de la réduction de capital de 20 000 euros constituera un mali technique qui sera affecté au fonds de commerce.

Enfin, je n'ai pas relevé d'avantages particuliers au cours de mes travaux.

Fait à Paris, le 28 novembre 2014

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Thierry Saint-Bonnet', written over a horizontal line.

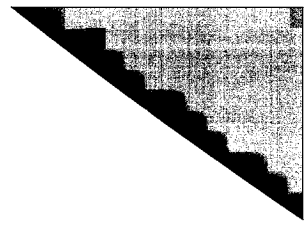
Th. SAINT-BONNET

SOCIETE LYONNAISE DE SPORTS ET LOISIRS
Société par Actions Simplifiée au capital de 1 987 500 Euros
Siège social : 23/27, Rue du Professeur Victor Pauchet
92420 VAUCRESSON
327 126 827 RCS NANTERRE

STATUTS MIS A JOUR AU 30 DECEMBRE 2014

Pour copie certifiée conforme

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'G. L...' with a large flourish underneath.



ARTICLE 1^{er} FORME

La société a été constituée sous la forme de société à responsabilité limitée aux termes d'un acte sous seing privé en date à LYON du 30 décembre 1982, enregistré à la recette des Impôts LYON GERLAND.

Elle a été transformée en société anonyme par décision de la collectivité des associés réunis en -assemblée générale extraordinaire le 29 juin 1993, puis en société par actions simplifiée aux termes d'une décision unanime des associés réunis en assemblée générale extraordinaire le 29 octobre 2003.

Elle continue d'exister entre les propriétaires des actions existantes et de celles qui seraient créées ultérieurement.

Elle est régie par :

- les dispositions des articles L 227-1 à L 227-20 et L:244-1 à L 244-4 du Code de commerce;
- dans la mesure où elles sont compatibles avec les dispositions particulières aux sociétés par actions simplifiées, les dispositions relatives aux sociétés anonymes, à l'exception des articles L. 225-17 à L. 225-126 du Code de commerce et les dispositions générales relatives à toute société des articles 1832 à 1844-17 du Code civil;
- les dispositions des présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

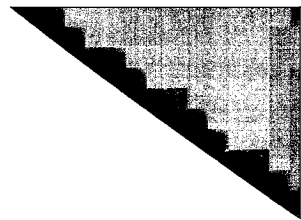
La société n'est pas et n'entend pas devenir une société réputée faire publiquement appel à l'épargne, conformément aux dispositions de l'article L.227-2 du Code de commerce.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

ARTICLE 2 – OBJET SOCIAL

La société a pour objet en France et à l'étranger :

- la création la mise à disposition de toute personne physique ou morale, de locaux spécialement aménagés ou équipés, ainsi que tout matériel ayant trait à une activité sportive quelconque,
- l'organisation de stages, de séminaires, d'animations ainsi que toutes actions de formation,
- toutes opérations concernant la restauration, l'achat et la vente de vêtements, boissons, U.V.A., saunas, soins corporels, ainsi que tous produits s'y rapportant,
- toutes opérations de marchands de biens,
- la création, l'acquisition, l'exploitation de tous autres établissements se rapportant à ces activités,



- le tout directement ou indirectement, par voie de création de sociétés et groupements nouveaux, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, d'association en participation ou de prise en location-gérance de tous biens et autres droits ainsi que le parrainage et le mécénat,

- et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets visés ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes.

ARTICLE 3 - DÉNOMINATION

La dénomination de la société demeure : "SOCIETE LYONNAISE DE SPORTS ET LOISIRS ", en abrégé "S .L. S.L. "

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S.", de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que le numéro d'identification SIREN et la mention RCS suivie du nom de la ville où se trouve le greffe où elle sera immatriculée.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

**Le siège social est fixé 23/27 Rue du Professeur Victor Pauchet 92420
VAUCRESSON**

Le transfert du siège social, la création, le déplacement, la fermeture des succursales, agences et dépôts situés en tous lieux ou à l'étranger interviennent sur simple décision du président.

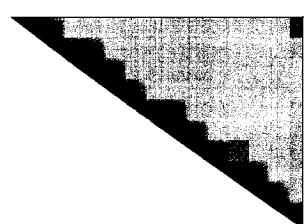
ARTICLE 5 – DUREE

La durée de la société reste fixée à 99 à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée prévus aux présents statuts.

Cette durée peut, par décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires, être prorogée une ou plusieurs fois sans que chaque prorogation puisse excéder 99 ans.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le président doit provoquer une délibération de la collectivité des associés à l'effet de décider si la société doit être prorogée.

A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la délibération et la décision ci-dessus prévues.



ARTICLE 6 - APPORTS

Lors de la constitution de la société, il a été fait apport de VINGT ET UN MILLE (21000) FRANCS représentant des apports en numéraire.

Le capital a été successivement porté à 2.617.600 F par décision de l'assemblée générale du 11 août 1988, à 1.000.000 F par l'assemblée générale du 15 juin 1993, à 1.500.000 F par l'assemblée générale du 31 août 1993 (fusion absorption).

Puis, aux termes d'une assemblée générale en date du 28 juin 1999, le capital social a été augmenté, préalablement à sa conversion en euros, en numéraire d'une somme de 74.296,80 Francs pour être porté à 1.574.296,80 Francs (soit 240.000 Euros).

Enfin, aux termes d'une Assemblée Générale des Actionnaires en date du 29 octobre 2003, le capital social a été augmenté, par compensation, d'une somme de 12.700.000 € pour être porté de 240.000 € à 12.940.000 € puis réduit de 12.900.000 € pour être amené à 40.000 €.

Lors d'une assemblée générale extraordinaire réunie le 30 décembre 2014, le capital social a été augmenté d'une somme de 40 000 euros à l'effet de rémunérer les apports des associés de la société PDF REPUBLIQUE, société absorbée par la SOCIETE LYONNAISE DE SPORTS ET LOISIRS.

Lors de cette même assemblée, le capital social a été réduit d'une somme de 20 000 euros, en annulation des titres auto-détenus par la SOCIETE LYONNAISE DE SPORTS ET LOISIRS.

Lors de cette même assemblée, le capital social a été augmenté d'une somme d'UN MILLION NEUF CENT VINGT SEPT MILLE CINQ CENT (1 927 500) euros, prélevée sur le compte « prime de fusion », par élévation de la valeur nominale des parts, laquelle passera d'une somme de SEIZE (16) euros, à la somme de CINQ CENT TRENTE (530) euros ».

Total des apports effectués	1 987 500 euros
-----------------------------	-----------------

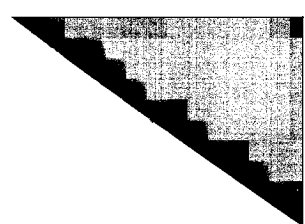
ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

« Le capital social est fixé à la somme de UN MILLION NEUF CENT QUATRE VINGT SEPT MILLE CINQ CENT (1 987 500) euros.

Il est divisé en TROIS MILLE SEPT CENT CINQUANTE (3 750) actions de 530 euros chacune, de même catégorie, intégralement souscrites et libérées.

Il est réparti, entre les associés de la façon suivante :

-	Monsieur Jean NICOLAS	1 875 actions
-	La société DALIA SAS	1 042 actions
-	La société VALESSORE	625 actions
-	Monsieur Hugo DALIA	104 actions
-	Monsieur Alexandre DALIA	104 actions



Total égal au nombre d'actions composant le capital social 3 750 actions.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur.

I. Le capital social peut être augmenté, soit par l'émission d'actions nouvelles, soit par élévation du montant nominal des actions existantes.

L'émission d'actions nouvelles peut résulter :

- Soit d'apports en nature ou en numéraire, ces derniers pouvant être libérés par un versement d'espèces ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société ;
- Soit de l'utilisation de ressources propres à la société sous forme d'incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes d'émission ;
- Soit de la combinaison d'apports en numéraire et d'incorporations de réserves, bénéfices ou primes d'émission ;
- Soit de la conversion ou du remboursement d'obligations en actions, sauf s'il s'agit du paiement du dividende en actions, la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires sur le rapport du président est seule compétente pour décider une augmentation de capital.

Si l'augmentation du capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, la collectivité des associés délibère aux conditions de quorum et de majorité prévues par les décisions ordinaires.

Les associés ont, proportionnellement au nombre de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions, de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital.

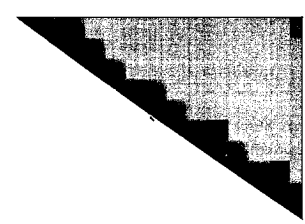
La collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital peut supprimer ce droit préférentiel de souscription, totalement ou partiellement, en faveur d'un ou plusieurs associés dénommés, dans le respect des conditions prévues par la loi.

En outre, chaque associé peut, sous certaines conditions, renoncer individuellement à ce droit préférentiel de souscription.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

La valeur des apports en nature doit être appréciée par un ou plusieurs commissaires aux comptes nommés sur requête par le Président du Tribunal de commerce.

II. La collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires peut aussi décider ou autoriser la réduction du capital social pour telle cause et de telle manière que ce soit, notamment pour cause de pertes ou par voie de remboursement ou de rachat partiels des actions, de réduction de leur nombre ou de leur valeur nominale, le tout dans les limites et



sous les réserves fixées par la loi et, en aucun cas, la réduction de capital ne peut porter atteinte à régularité des associés.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Celle-ci ne peut être prononcée si au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

III. La collectivité des associés • délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires peut également décider d'amortir tout ou partie du capital social et substituer aux actions de capital des actions de jouissance partiellement ou totalement amorties, le tout en application des articles L. 225-198 et suivants du Code de commerce.

IV - Enfin, la collectivité des associés décidant l'augmentation ou la réduction du capital peut déléguer au président les pouvoirs nécessaires à l'effet de la réaliser.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

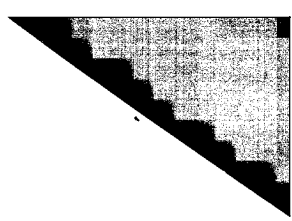
Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel de Président, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque actionnaire.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article 1843-3 du Code civil, lorsqu'il n'a pas été procédé dans un délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au président du tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte, aux administrateurs, gérants et dirigeants de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalités.



ARTICLE 10. FORME DES ACTIONS

Les actions émises par la société ont obligatoirement la forme nominative.

Les actions de numéraire créées à la fondation de la société sont libérées intégralement à la souscription et les versements peuvent intervenir par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société.

Les actions émises par la société sont inscrites en comptes individuels tenus dans les conditions réglementaires.

ARTICLE 11- TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la société tient à cet effet au siège social.

La transmission des actions s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société et signé par le cédant ou son mandataire. L'ordre de mouvement est enregistré sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit "registre des mouvements".

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard, dans les huit jours qui suivent celle-ci.

La société peut exiger que les signatures apposées sur l'ordre de mouvement soient certifiées par un officier public ou un notaire sauf dispositions législatives contraires.

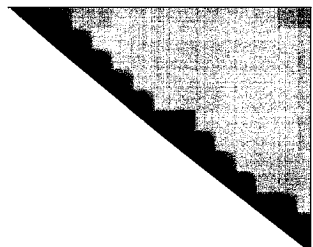
Les actions sont librement transmissibles, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHEES AUX ACTIONS

Toute action en l'absence de catégories d'actions, ou toute action d'une même catégorie d'actions dans, le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social lors de toute distribution, amortissement ou répartition, au cours de la vie de la société, comme en cas de liquidation, ceci dans les conditions et modalités par ailleurs stipulées dans les présents Statuts.

Le cas échéant, et pour parvenir à ce résultat, il est fait masse de toutes exonérations fiscales comme, de toutes taxations pouvant être prises en charge par la société auxquelles ces distributions, amortissements ou répartitions pourraient donner lieu.

Tout associé dispose notamment des droits suivants à exercer dans les conditions et sous les éventuelles restrictions légales et réglementaires : droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital ou aux émissions d'obligations convertibles en actions, droit à l'information permanente ou préalable aux



consultations collectives ou assemblées générales, droit déposer des questions écrites avant toute consultation collective ou, deux fois par an, sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation, droit de récuser les commissaires aux comptes.

Chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales.

Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix au moins.

Les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports. Les droits et obligations suivent l'action quelle qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux • statuts de la société et aux décisions de la collectivité des associés.

Les créanciers, ayants-droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation ; ils doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de la collectivité des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les associés propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou droits nécessaires.

ARTICLE 13 DIRECTION DE LA SOCIETE

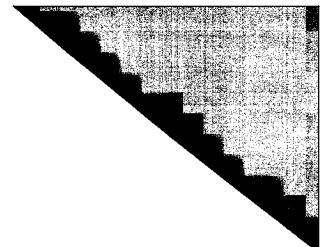
1. La société est administrée, dirigée et représentée à l'égard des tiers par un Président, personne physique ou morale, actionnaire ou non, nommé avec ou sans limitation de durée, par l'assemblée des actionnaires.

Le Président ci-dessus désigné assure l'Administration et la direction de la société, dans les limites de l'objet social et des dispositions légales figurant à l'article 262-10 de la loi n 94-1 du 3 janvier 1994 réservant certaines attributions à la collectivité des actionnaires.

Dans les rapports avec les tiers, le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social.

La société est engagée même par les actes du Président qui ne relevant pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise constituer cette preuve.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.



2. Cessation des fonctions du Président.

Le Président est révocable par décision de l'Assemblée' des actionnaires et par décision de justice pour juste motif.

Les fonctions du. Président peuvent également prendre fin par sa démission.

3. Application du Code du travail.

Le Président est l'organe social auprès duquel les délégués du comité d'entreprise exercent les droits définis par l'article L.432.6 du Code du travail.

4. Directeur Général.

Sur la proposition du Président, les actionnaires peuvent nommer un autre dirigeant, personne physique ou morale, actionnaire ou non, à laquelle peut être conféré le titre de Directeur Général.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par les actionnaires sur la proposition du Président ; en cas de démission ou de révocation de celui-ci, il conserve ses fonctions et ses attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

En accord avec le Président les actionnaires déterminent l'étendue et la durée des pouvoirs du Directeur Général.

5. Responsabilité

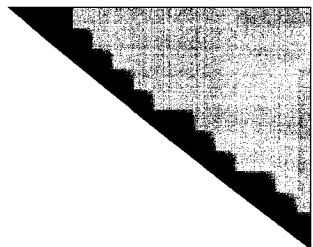
La responsabilité du Président et du Directeur Général est engagée dans les conditions de droit commun et celles définies par les lois du commerce et des sociétés.

ARTICLE 14 - CONVENTIONS ENTRE LA. SOCIETE SES DIRIGEANTS OU SES ASSOCIES

En application des dispositions de l'article L. 22740 du Code de commerce, toutes conventions, autres que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 5% ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 dudit code, doivent être portées à la connaissance du commissaire aux comptes dans le délai d'un mois du jour de sa conclusion.

Le commissaire aux comptes établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé ; la collectivité des associés statue chaque année sur ce rapport lors de sa consultation annuelle sur les comptes sociaux dudit exercice écoulé.

En application des dispositions de l'article L. 227-11 du Code de commerce, les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes. Tout associé a le droit



d'en obtenir communication.

Le commissaire aux comptes établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé ; la collectivité des associés statue chaque année sur ce rapport lors de sa consultation annuelle sur les comptes sociaux dudit exercice écoulé.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le, président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

A .peine de nullité du contrat, il est interdit au président et au directeur général, personnes physiques, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, ;de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner Ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Toutefois, si la société exploite un établissement bancaire ou financier, cette interdiction ne s'applique pas aux opérations courantes de ce commerce conclues à des conditions normales.

La même interdiction s'applique aux représentants • des personnes morales président et directeur général ainsi qu'à leurs • conjoints, ascendants et descendants ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 15 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Les comptes sociaux sont "contrôlés par- un ou plusieurs commissaires aux comptes conformément aux prescriptions légales.

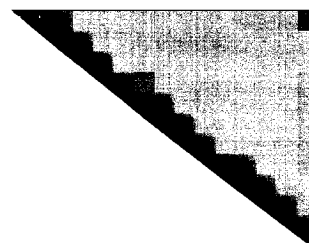
Un ou plusieurs commissaires suppléants sont désignés eu vue de remplacer les titulaires en cas de décès, d'empêchement, de démission ou de refus de ceux-ci.

Au cours de la vie sociale, les commissaires sont nommés par l'assemblée ordinaire des actionnaires. Toutefois, les fonctions du commissaire suppléant appelé à remplacer le titulaire prennent fin à la date d'expiration du mandat confié à ce dernier, sauf si l'empêchement n'a qu'un, caractère temporaire. Dans ce dernier cas, lorsque l'empêchement a cessé, le titulaire reprend ses fonctions, après la prochaine assemblée qui approuve les comptes.

Les commissaires aux comptes présentent aux actionnaires un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son Président ou son directeur général ou l'un .de ses actionnaires, disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 5% ou la société contrôlant une société actionnaire à partir du même seuil.

Les actionnaires statuent sur ce rapport.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.



Les dispositions prévues ci-dessus ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales, qui doivent cependant être communiquées aux commissaires aux comptes et à tout actionnaire en faisant la demande.

ARTICLE 16 - DECISIONS COLLECTIVES

Les actionnaires délibérant collectivement sont seuls compétents pour prendre les décisions suivantes :

- Nomination, renouvellement et révocation du président de la société ;
- Nomination et renouvellement des commissaires aux comptes ;
- Approbation des comptes sociaux annuels et affectation des résultats ;
- Extension ou modification de l'objet social ;
- Augmentation, amortissement ou réduction du capital social
- Opérations de fusion ou d'apport partiel d'actif ou de scission ;
- Transformation de la société ;
- Prorogation de la durée de la société ;
- Dissolution de la société ;
- Exclusion d'un associé ;
- Adoption ou modification de clauses relatives à l'inaliénabilité des actions, à l'agrément de toute cession d'actions, à l'exclusion d'un associé notamment en cas de changement de contrôle ou de fusion, scission ou dissolution d'une société associée.

Toute autre décision relève de la compétence du président.

Sauf les cas ci-après prévus, les décisions collectives des associés sont prises, au choix du président, soit en assemblée générale réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué sur la convocation, soit par consultation par correspondance, soit par téléconférence téléphonique ou audiovisuelle. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte authentique ou sous seings privés. Tous moyens de télécommunication peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

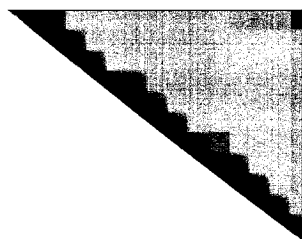
Quel qu'en soit le mode, toute consultation de la collectivité des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions présentées à leur approbation.

Cette information doit faire l'objet d'une communication intervenant huit jours au moins avant la date de la consultation.

Les décisions prises conformément à la loi et aux statuts obligent tous les associés même absents, dissidents ou incapables.

Les décisions collectives des associés sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires. Les décisions ordinaires sont celles qui ne modifient pas les statuts.

Les décisions extraordinaires sont seules à pouvoir modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elles ne peuvent, toutefois, augmenter les engagements des associés sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.



Les consultations de la collectivité des actionnaires sont provoquées par le président ou, en cas de carence du président, par un mandataire désigné en justice.

Lorsque la consultation de la collectivité des associés n'est pas obligatoire, elle peut toutefois être provoquée par l'associé demandeur.

En outre, le commissaire aux comptes peut, à toute époque, provoquer une consultation de la collectivité des actionnaires.

Lorsque la consultation de la collectivité des associés est faite en assemblée générale, la convocation est faite par tous procédés de communication écrite huit jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'assemblée est présidée par le président ; à défaut, l'assemblée élit son président de séance. A chaque assemblée est tenue une feuille de présence.

Les actionnaires peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre actionnaire. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

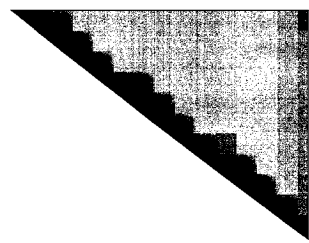
Les assemblées générales ordinaires et extraordinaires statuant dans les conditions de quorum et prescrites par les dispositions qui les régissent respectivement, exercent les pouvoirs qui leur sont attribués par la loi.

En cas de consultation écrite, le président doit adresser à chacun des associés par courrier recommandé avec accusé de réception, un bulletin de vote, en deux exemplaires, portant les mentions suivantes :

- Sa date d'envoi aux associés ;
- La date à laquelle la société devra avoir reçu les bulletins de vote. A défaut d'indication de cette date, le délai maximal de réception des bulletins sera de dix jours à compter de la date d'expédition du bulletin de vote ;
- La liste des documents joints et nécessaires à la prise de décision ;
- Le texte des résolutions proposées avec, sous chaque résolution, l'indication des options de délibérations (adoption ou rejet).
- L'adresse à laquelle doivent être retournés les bulletins.

Chaque associé devra compléter le bulletin de vote en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote. Si aucune ou plus d'une case ont été cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Chaque associé doit retourner un exemplaire de ce bulletin de vote dûment complété, daté et signé, à l'adresse indiquée, et, à défaut, au siège social.



Le défaut de réponse d'un associé dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'associé concerné.

Dans les cinq jours ouvrés suivant la réception du dernier bulletin de vote et au plus tard le cinquième jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des bulletins, le président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations.

Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

En cas de consultation de la collectivité des associés par voie de téléconférence, le président, dans la journée de la consultation, établit, date et signe un exemplaire du procès-verbal des délibérations de la séance portant :

- L'identification des associés ayant voté ;
- Celle des associés n'ayant pas participé aux délibérations ;
- Ainsi que, pour chaque résolution, l'identification des associés avec le sens de leurs votes respectifs (adoption ou rejet).

Le président en adresse immédiatement un exemplaire par télécopie ou tout autre procédé de communication écrite à chacun des associés. Les associés votent en retournant une copie au président, le jour même, après signature, par télécopie ou tout autre procédé de communication écrite.

En cas de délégations de pouvoirs, une preuve des mandats est également communiquée au président par le même moyen.

Les preuves d'envoi du procès-verbal aux associés et les copies en retour signées des associés sont conservées au siège social.

Sauf dispositions contraires de la loi ou des statuts, les décisions collectives sont adoptées :

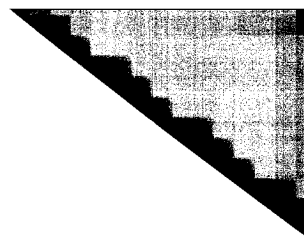
- à la majorité des deux tiers pour toutes décisions extraordinaires ayant pour effet de modifier les statuts,
- et à la majorité simple pour toutes autres décisions ordinaires.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, l'adoption ou la modification des éventuelles clauses statutaires relatives à l'inaliénabilité temporaire des actions, aux droits de préemption des associés en cas de cession d'actions, à la procédure d'agrément des cessions d'actions, au changement de contrôle d'une personne morale associée ou à la procédure d'expulsion des associés requièrent une décision unanime des associés.

De même toute décision: y compris de transformation, ayant pour effet d'augmenter les engagements d'un ou plusieurs associés ne peut être prise qu'à l'unanimité d'entre eux.

Les décisions collectives des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Ce registre ou ces feuillets mobiles sont tenus au siège de la société. Ils sont signés le jour même de la consultation par le président de séance.



Les procès-verbaux devront indiquer le mode, le lieu et la date de la consultation, l'identité des actionnaires et celle de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations, les documents et rapports soumis à discussion, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et sous •chaque résolution le résultat du vote.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le président, le secrétaire de l'assemblée ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

ARTICLE 21 - DROIT D'INFORMATION PERMANENT

Chaque associé a le droit, à toute époque, de prendre connaissance ou copie au siège social des statuts à jour de la société ainsi que des documents ci-après concernant les trois derniers exercices sociaux :

- Liste des associés avec le nombre d'actions dont chacun d'eux est titulaire, et, le cas échéant, le nombre de droits de vote attachés à ces actions ;
- Les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe ;
- Les inventaires ;
- Les rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives ;
- Les procès-verbaux des décisions collectives comportant en annexe, le cas échéant, les pouvoirs des associés représentés.

En application des dispositions de L. 227-11 du Code de commerce, tout associé a le droit d'obtenir communication des conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 22 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 23 - INVENTAIRE.- COMPTES ANNUELS

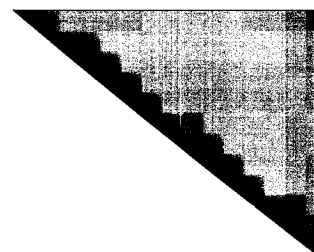
Il est tenu une comptabilité -régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le président établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice-écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus



entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi; ses activités en matière de recherche et de développement.

En application des dispositions de l'article L 225-184 du Code de commerce, le président établit un rapport spécial qui informe chaque année l'assemblée générale ordinaire des opérations réalisées dans le cadre des options de souscription ou d'achat d'actions consenties par la société à chacun des mandataires sociaux.

Tous ces documents sont mis à la disposition du commissaire aux comptes de la société dans les conditions légales.

La collectivité des associés, délibérant dans les conditions fixées pour les décisions ordinaires, doit statuer sur les comptes de l'exercice écoulé dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

ARTICLE 24 - AFFECTATION ET RÉPARTITION DU RÉSULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

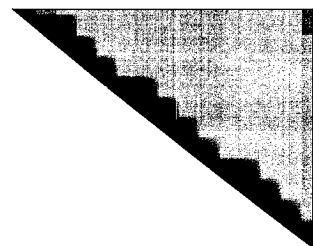
Sur ce bénéfice, la collectivité des associés peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos " d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti par décision collective des associés proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont la société a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.



ARTICLE 25.- PAIEMENT DES DIVIDENDES – ACOMPTES

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice, Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini,

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision collective des associés délibérant dans les conditions fixées pour les décisions ordinaires ou à défaut par le président.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Les dividendes des actions sont payés sur présentation de l'attestation d'inscription en compte.

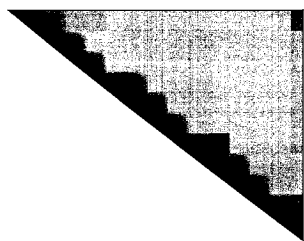
La collectivité des associés statuant sur les comptes de l'exercice clos a la faculté d'accorder à chaque associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions.

L'offre de paiement du dividende en actions doit être faite simultanément à chaque associé. Le prix des actions ainsi émises, qui ne peut être inférieur au montant nominal, est fixé dans les conditions visées à l'article L. 232-19 du Code de commerce ; lorsque le montant des dividendes auquel il a droit ne correspond pas à un nombre entier d'actions, l'associé peut obtenir le nombre d'actions immédiatement supérieur en versant dans le délai d'un mois la différence en numéraire ou recevoir le nombre d'actions immédiatement inférieur complété d'une soule en numéraire.

La demande de paiement du dividende en actions doit intervenir dans un délai fixé par la collectivité des associés, sans qu'il puisse être supérieur à trois mois à compter de la décision ; l'augmentation de capital de la société est réalisée du seul fait de cette demande et ne donne pas lieu aux formalités prévues aux articles L. 225-142, L. 225-144 et L. 225-146 du Code de commerce.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.



ARTICLE 26 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Il y aurait lieu à-dissolution de la société, si la résolution soumise au vote des actionnaires tendant à la poursuite des activités sociales, ne recevait pas l'approbation de la majorité trois quarts des associés.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être réduit d'un montant égal à la perte constatée au plus tard lors de la clôture du second exercice social suivant celui au cours duquel les pertes portant atteinte au capital ont été constatées.

Dans tous les cas, la décision collective des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si la collectivité des associés n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Sous réserve des dispositions de L. 224-2 du Code de commerce, il n'y a pas lieu à dissolution ou à réduction de capital si, dans le délai ci-dessus précisé, les capitaux propres viennent à être reconstitués pour une valeur supérieure à la moitié du capital social.

ARTICLE 27 - TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

La société peut se transformer en société d'une autre forme.

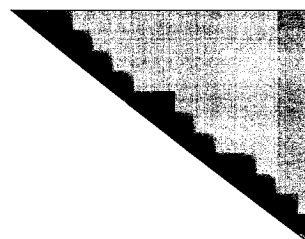
La décision de transformation est prise collectivement par les associés, sur le rapport du Commissaire aux comptes de la société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de chacun des associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des associés qui acceptent de devenir commandités en raison de la responsabilité solidaire et indéfinie des dettes sociales.

Dans le cas d'une transformation en société commandite par actions, un commissaire à la transformation doit être nommé dans les conditions relatives à l'article L. 224-3 du Code de commerce.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.



La transformation en société anonyme est prise sur, le rapport d'un commissaire à la transformation chargé d'apprécier la valeur des biens composant l'actif social et, s'il en existe, les avantages particuliers consentis à des associés ou à des tiers.

ARTICLE 28 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La société est dissoute à l'expiration du terme fixé par les statuts, sauf prorogation, ou par décision des associés délibérant collectivement dans les conditions fixées pour les décisions extraordinaires.

Aux termes de l'article L. 227-4 du Code de commerce, en cas de réunion en une seule main de toutes les actions de la société, les dispositions de l'article 1844-5 du Code civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

La société est en liquidation, dès l'instant de sa dissolution, pour quelque cause que ce soit. La dissolution met fin aux fonctions du président et du directeur général.

Les commissaires aux comptes conservent leur mandat.

Les associés délibérant collectivement conservent les mêmes pouvoirs qu'au cours de la vie sociale.

Les associés délibérant collectivement qui prononcent la dissolution règlent le mode de liquidation et nomment un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci, mais sa dénomination devra être suivie de la mention "Société en liquidation" ainsi que du nom du liquidateur sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers.

Les actions demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

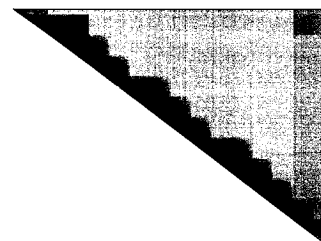
Les associés sont consultés collectivement en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif de liquidation, sur le quitus de la gestion du liquidateur et la décharge de son mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

La décision collective des associés est prise à la majorité moitié.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le Capital social.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la société entraîne la transmission universelle du patrimoine de la société à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation mais les créanciers peuvent faire opposition à cette dissolution comme relaté au deuxième alinéa de l'article 1844-5 du Code civil.

Cette disposition n'est pas applicable lorsque l'associé unique est une personne physique.



ARTICLE 29 – CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation, soit entre la société et les associés titulaires de ses actions, soit entre les associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

